

L'UE est en train de réaliser sous nos yeux un véritable coup d'État



L'UE est en train de réaliser sous nos yeux un véritable coup d'État

[Source: RL]

Par Bernard GERMAIN

C'est terminé, l'Union européenne vient de franchir le Rubicon en votant la création d'un « État européen ». Comprenez bien qu'en prenant cette décision, l'UE vient de décider que cet État européen va se substituer à toutes les nations existantes, membres de l'Union européenne.

Cette forfaiture vient d'être commise avec les voix de TOUS les macronistes.

Lorsque ces mesures seront mises en place, les pays de l'UE ne seront plus que des « régions » ou des « provinces » mais plus des États à part entière. Les conséquences de cette révolution, car c'en est une, sont incalculables.

Ne tournons pas autour du pot. N'ayons pas peur d'utiliser les mots appropriés, nous assistons en direct à un authentique coup d'État.

Parmi les principales mesures (liste non exhaustive), voyons celles qui sont les plus importantes :

- La prise de décision à l'unanimité des États membres devient l'exception. Le vote à la majorité simple ou qualifiée la règle.

On rappellera à ce sujet que c'est le général De Gaulle en 1966 qui a imposé le vote des États membres à l'unanimité sur les questions importantes (Accord de Luxembourg). Il l'a obtenu en pratiquant la politique de la « chaise vide » en réponse à Walter Hallstein qui voulait imposer son projet d'Europe fédérale. À l'époque, De Gaulle avait obtenu gain de cause, et même le départ de Walter Hallstein en 1967.

On assiste au retour du même projet, mais en bien pire que ce que prévoyait Hallstein en 1966.

- Création d'une fonction de « Président de l'Union européenne » en remplacement des présidents du « Conseil européen » et de la Commission européenne » qui est elle-même remplacée par un « exécutif ».
- La politique étrangère et de sécurité commune n'est plus adoptée à l'unanimité mais à la majorité qualifiée.

Qui est assez naïf pour croire que le président ou le dirigeant d'un pays membre pourra encore prendre des décisions dans le cadre de la souveraineté et l'indépendance nationale de chaque pays ? L'UE annonce la mise en place d'un exécutif qui va se substituer à tous les pouvoirs nationaux.

Les dirigeants de chaque pays ne seront plus que les exécutants des décisions de l'exécutif européen.

- La politique étrangère et de sécurité commune n'est plus adoptée à l'unanimité mais à la majorité qualifiée.
- Création d'une « union de la défense » dotée de « capacités militaires » sous le « commandement opérationnel de l'UE » qui peut acquérir des armes au nom de l'UE ainsi que la constitution d'une véritable armée de l'UE.

L'arme nucléaire française va-t-elle être mutualisée ou cédée à l'exécutif européen qui serait le seul à avoir les codes de mise à feu ?

Et le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU va-t-il être donné à l'UE ?

Mise en place d'un mécanisme de défense collective : une attaque contre un État membre de l'UE est considérée comme une attaque contre tous ses États membres

- L'UE pourra avoir recours à des moyens civils et militaires contre... les campagnes de désinformation.

C'est une véritable dictature qui est en train de se mettre en place. Sera qualifié de « désinformation », et donc poursuivi, tout ce qui sera contraire à la doxa. Le délit d'opinion et les procès politiques vont devenir la règle

et la démocratie, un lointain souvenir.

- Les compétences de l'Europe ne sont plus partagées.

Jusqu'à maintenant, il y avait trois types de compétences. Les compétences exclusives de l'Europe, les compétences partagées (qui en fait n'existaient pas puisque c'étaient celles sur lesquelles elle n'avait pas légiféré ou dont elle ne voulait pas s'occuper. Mais dès qu'elle s'en occupait, ces compétences devenaient exclusives). Enfin il y avait les compétences appartenant à chaque État.

Même ces dernières sont supprimées. Donc l'UE devient décisionnaire sur tous les domaines. Et chaque État est tenu d'appliquer ce que l'UE aura décidé.

- La politique commune migratoire devra tenir compte de la stabilité économique et sociale des États membres et répondre aux besoins de main-d'œuvre du marché unique.

Nos dirigeants sont de bons petits caniches obéissants. Ils connaissent ce souhait de l'Europe et sont déjà en train de le mettre en œuvre. Cela s'appelle l'immigration choisie pour répondre aux « métiers en tension ».

- Création d'un « État d'urgence » européen : le Parlement européen, à la majorité simple, avec le Conseil européen, à la majorité qualifiée, pourront donner des pouvoirs extraordinaires à la Commission (l'exécutif).

Et la cerise sur le gâteau, c'est la possibilité de mettre en place un état d'urgence. Comprenez, si les peuples se mettaient dans la tête de se rebeller, l'UE pourrait employer la force pour les mâter.

Il y a quelques décennies, c'était les communistes qui avaient mis en place, dans le cadre du Pacte de Varsovie, ce type de système. À l'époque les pays de l'Ouest appelaient cela une dictature.

Aujourd'hui les mêmes pays de l'Ouest mettent en place un système identique. Mais comme c'est à « l'Ouest », on est prié d'appeler cela... la démocratie.

On n'oubliera pas non plus les GOPÉ, c'est-à-dire les Grandes Orientations des Politiques Économiques qui sont imposées chaque année à chaque pays et

qu'il est tenu d'appliquer sous peine de sanctions économiques très lourdes (0,1 à 0,5 % du PIB). Ne pensez pas que c'est insignifiant. Le PIB de la France est d'environ 2 800 milliards d'euros. Donc 0,5 % c'est 14 milliards d'euros. Pour mémoire c'est le montant du déficit du régime de retraite qui a été le justificatif de Macron pour faire sa réforme des retraites.

Avec les GOPÉ on comprend que les discussions sur les politiques à conduire dans chaque pays sont des blagues. C'est l'Union européenne qui pilote depuis des années et les élus ne font qu'appliquer ce que l'UE a décidé. Même la France Insoumise (Manon Aubry) l'a reconnu en déclarant en mars 2023 que la réforme des retraites (64 ans) était noir sur blanc dans les GOPÉ de la France et que Macron ne faisait qu'appliquer ce que l'UE avait décidé.

Cette fois-ci tous les peuples d'Europe sont au pied du mur :

- Soit l'UE impose son projet et c'est clairement une dictature qui va s'imposer à tous.
- Soit les peuples d'Europe se révoltent et font voler en éclat cette construction machiavélique et diabolique qui s'appelle l'Union européenne.

Pour conclure, l'affaire est tellement importante qu'il me paraît impossible que l'UE décide de passer en force c'est-à-dire refuse de consulter les peuples des pays membres par référendum.

Si l'UE refuse d'organiser ce référendum, il faut engager immédiatement le combat pour imposer ce référendum. Sinon, c'est que nous acceptons la dictature et il ne faudra plus se plaindre de rien.

Je rappelle, et ce n'est pas un détail, qu'à part le Parlement européen (qui n'a quasiment aucun pouvoir) personne n'est élu parmi les dirigeants de l'Union européenne. Et pourtant ils imposent leurs volontés à près de 500 millions de personnes.

Il est absolument vital de sortir... et vite de ce système entièrement dictatorial.

Un dernier mot pour signaler que j'ai écrit un livre sur l'Union européenne qui reprend tous ces points et expose pourquoi il faut en sortir au plus vite.



Il sort dans les premiers jours de décembre. Il est publié chez Synthèse Nationale.